

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de pierre  
CS60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 03/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OVHcloud**

2 RUE KELLERMANN

—

59100 Roubaix

#### Références :

"H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\OVHcloud\_gravelines\_0100021020\  
2\_Inspections\16\_07\_2024\_Confinements\_JR"  
Code AIOT : 0100021020

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement OVHcloud implanté 3 Rue de la Paix (les Huttes) route de la ferme Masson -- 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale déposé par OVHcloud pour la régularisation des datacentres existants et le projet d'extension de datacentres sur le site de Gravelines. Les installations classées qui seront autorisées concernent les rubriques suivantes :

- 3310 - Installation de combustion ( groupes électrogènes de secours en énergie ) sous le régime de l'autorisation

- 1185 2-a - Gaz à effet de serre ( système de climatisation ) sous le régime de la déclaration
- 2925-1 - Ateliers de charge d'accumulateurs ( batteries de de secours en énergie ) sous le régime de la déclaration
- 4734-1-c - Produits pétroliers (carburant des groupes électrogènes ) sous le régime de la déclaration

L'inspection porte sur les équipements mis en œuvre pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie ainsi que sur le fonctionnement de ces équipements. Les points de contrôle se réfèrent aux prescriptions de l'arrêté du 22 décembre 2008, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, ou 4748, ou pour le pétrole brut sous les rubriques n° 4510 ou 4511.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OVHcloud
- 3 Rue de la Paix (les Huttes) route de la ferme Masson – 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0100021020
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

OVHcloud exploite un datacentre situé sur la commune de Gravelines. Le site comprend un seul bâtiment où trois datacentres sont actuellement en exploitation, avec un projet d'extension pour la création de trois nouveaux datacentres. Le site dispose de bassins de collecte des eaux pluviales avant leur rejet en mer, lesquels servent également au confinement des eaux d'extinction. L'inspection porte sur les conditions de mise en œuvre de ce confinement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récupération, confinement et rejets des eaux	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.4	Sans objet
2	Récupération, recyclage, élimination	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 8.1	Sans objet
3	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.3	Sans objet
4	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement dispose de bassins de collecte des eaux pluviales de volumes suffisants pour permettre le confinement des eaux d'extinction. Ce confinement est réalisé par la mise à l'arrêt de pompes submersibles. Cette mise à l'arrêt est intégrée au plan d'intervention interne de l'établissement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Récupération, confinement et rejets des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Dispositions existantes :</u> Le site de l'établissement est équipé de trois bassins étanches destinés à recueillir les eaux pluviales. Ces bassins ont été construits par le précédent occupant du site, REXAM.</p> <p>Les volumes disponibles des bassins sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bassin n°1 Sud : 10 800 m<sup>3</sup></li> <li>• Bassin n°2 Nord-Ouest : 3 100 m<sup>3</sup></li> <li>• Bassin n°3 Nord-Est : 3 500 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>L'ensemble des eaux pluviales du site, y compris les eaux provenant des toitures et des voiries, est collecté dans ces bassins. Les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre rejoignent également ces réseaux avant d'être rejetées dans les bassins.</p> <p>L'évacuation des eaux des bassins vers l'exutoire n'est pas gravitaire. Le bassin n°1 est équipé d'une pompe qui envoie ses eaux directement à l'exutoire. Le bassin n°2, également équipé d'une pompe, envoie ses eaux vers un puisard de pompage commun au bassin n°3. Une autre pompe reprend les eaux des bassins n°2 et n°3 pour les acheminer vers l'exutoire.</p> <p>Les pompes sont des pompes immergées, avec un débit maximal de 57,6 m<sup>3</sup>/h, soit 15,80 l/s.</p> <p>Le rejet final des eaux s'effectue dans le bassin maritime, conformément à une convention de rejet conclue avec le GPMD le 22 novembre 2012, qui autorise le rejet des eaux pluviales après traitement sans fixer de limite de débit.</p> <p>En ce qui concerne les bassins de rétention internes aux bâtiments, l'exploitant précise qu'il dispose de deux bassins internes de 80 m<sup>3</sup> chacun, utilisés pour le refroidissement watercooling des datacentres GRA1 et GRA2. Ces bassins sont maintenus en eau, sans réseau de vidange ni connexion avec les réseaux d'eaux pluviales ou usées du site. Ils ne doivent donc pas être considérés comme des rétentions internes.</p> <p><u>Dispositions présentées dans le dossier AENV :</u></p> <p>L'exploitant a adressé à l'inspection dans le cadre du dossier AENV, la note de calcul des volumes d'eaux pluviales et d'eaux d'extinction. L'inspection a relevé deux erreurs dans cette note :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-période de retour de 20 ans au lieu de 50 ans ( zone de wateringues );</li> <li>-multiplication par deux de la somme du volume de la pluie décennale et volume des eaux d'extinction incendie à retenir du calcul de la D9A.</li> </ul> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a corrigé sa note de calcul. Les volumes nécessaires sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-4424 m<sup>3</sup> pour le volume des eaux pluviales et pour la période de retour 50 ans;</li> </ul>

<p>-3300 m<sup>3</sup> pour la somme du volume de la pluie décennale et du volume des eaux d'extinction incendie à retenir du calcul de la D9A</p> <p>Le volume retenu pour la réalisation de la rétention commune des eaux pluviales et des eaux d'extinction est donc de 4424 m<sup>3</sup> conformément à la note de la DREAL HDF relative à la gestion des eaux pluviales aux sein des ICPE soumises à autorisation . Ce volume est disponible dans les bassins existants qui cumulent 17400 m<sup>3</sup> de volume disponible.</p> <p>La description et le fonctionnement des bassins indiqués dans le dossier d'autorisation environnementale sont conformes aux constructions et équipements présents sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Récupération, recyclage, élimination

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a obtenu la confirmation de son prestataire (ORTEC) concernant sa capacité à assurer le pompage et le traitement des eaux potentiellement souillées dans des filières spécialisées</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Isolement du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, confinement externe
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le stockage comprend des réservoirs aériens, des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La collecte des eaux potentiellement souillées se fait par gravité, et ces eaux rejoignent les bassins N1, N2 et N3. L'évacuation des eaux des bassins est assurée par pompage, avec une station de pompage dédiée au bassin N1 et une autre commune aux bassins N2 et N3. Le fonctionnement des pompes est automatisé grâce à un système de détection de niveau.</p> <p>Le confinement des eaux d'extinction se réalise par la mise à l'arrêt des pompes. L'exploitant a mis en place une procédure de mise à l'arrêt des pompes (document référencé : MOP arrêt des rejets en mer). Dans cette procédure, les pompes sont mises à l'arrêt par action sur les tableaux de commande, bouton poussoir arrêt d'urgence pour pompe N1 et bouton marche/arrêt pour pompe N2/N3. Le plan d'intervention interne est mis à jour avec cette nouvelle procédure.</p>

<p>L'exploitant prévoit un exercice de mise en œuvre du plan d'intervention interne courant octobre 2024.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la mise en place d'une maintenance préventive de ces équipements. À la suite de l'inspection, l'exploitant s'est engagé, par courriel en date du 26/07/2024, à finaliser avec son prestataire ORTEC la mise en œuvre d'une maintenance biannuelle des équipements des bassins. L'inspection a également attiré l'attention de l'exploitant sur la présence de végétation dans le bassin N1, et ce dernier s'est engagé à procéder à son enlèvement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande que la maintenance des équipements de bassins et des bassins fasse l'objet d'une procédure (entretien pompes et bassins, test de fonctionnement) et qu'elle soit intégrée à la GMAO du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Réseau de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les stockages hors bâtiment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou sont éliminés dans une installation dûment autorisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de réseaux est existant. Ce plan est disponible sous l'intranet de l'entreprise. Ce plan est mis à jour et les modification sont intégrés à la révision du plan. Le plan est modifié par l'équipe R&amp;D, les équipes du site ne peuvent pas directement modifier ce plan.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>